

Le « néo-localisme », entre villes rebelles et affirmation des métropoles

Depuis le début du XX^{ème} siècle, se sont développées des pensées et des initiatives se réclamant du « localisme » ou du « territorialisme ». Elles ont connu plus récemment une recrudescence se traduisant par une résistance active contre la globalisation, une exigence d'une réelle transition écologique globale, ainsi qu'une véritable démocratie participative. Ces doctrines ont donné lieu à des expériences multiples comme les monnaies locales, le micro-crédit, les circuits courts, les villes en transition, l'agriculture urbaine, l'habitat coopératif, etc.

On aurait pu s'attendre à Quito, Habitat III venant après la COP21, à une forte offensive des mouvements se réclamant de ces pensées pour tenter de répondre aux enjeux mondiaux mis en évidence par les divers diagnostics effectués. En fait, il n'en a rien été. Ces expériences localistes ont été sorties de leur contexte idéologique et ont été présentées comme des marqueurs utiles pour une ville durable, sans plus.

En revanche, s'est imposé un autre « néo-localisme » porté essentiellement par les grandes métropoles mondiales. Un certain nombre d'entre elles, à l'occasion de diverses rencontres, ont affirmé clairement l'incapacité des états à résoudre les grands problèmes comme la durabilité, les inégalités sociales et la pauvreté, la sécurité alimentaire, la sécurité, ... Et comme le monde devient de plus en plus urbain, l'idée s'est développée que c'était aux gouvernements des villes de résoudre ces problèmes. De plus, les grandes métropoles mondiales abritant les centres de décision permettant de faire fonctionner la mondialisation ont affirmé qu'elles étaient dotées d'une mission particulière en la matière (actuellement 12,5% de la population mondiale habite dans l'une des 28 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants et ce pourcentage va croître de manière exponentielle).

Cela s'est manifesté par de fortes revendications touchant leur reconnaissance par le système des Nations Unies comme acteur à part entière, en particulier dans les conférences internationales ; par la constitution d'instances comme le Parlement des Maires ou de réseaux comme le C40 ; par la présence à l'exposition internationale de Quito de pavillons de métropoles distincts de ceux des états et développant des points de vue opposés. Il est clair que ces offensives vont se poursuivre. Dans les réseaux de villes de tous types qui se sont multipliés ces derniers temps, le poids des grandes métropoles reste dominant. Une étude remarquable de ces réseaux a été faite par Michele Acuto et Steve Rayner¹; elle met en évidence d'une part les interventions croissantes des grandes villes dans les affaires internationales et dans les relations diplomatiques, mais aussi, lors de ces interventions, l'absence de relations avec des composantes de la société civile, et notamment avec leurs administrés.

Le programme de recherche européen CITTA (Cities as international and transnational actors) illustre bien l'accélération de ces tendances pour les métropoles à prendre une place croissante dans le gouvernement du monde, en dépassant des frontières étatiques jugées dépassées. A l'occasion d'Habitat III, on a pu lire un article intitulé « *Est-ce que les Maires vont diriger le Monde ?* ». Les revendications pour davantage de décentralisation et d'autonomie territoriales vont s'accroître, surtout avec l'arrivée au pouvoir dans de nombreux états de dirigeants populistes nationalistes.

Les grandes villes et les régions urbaines ne disposent pas, sauf exceptions, de tous les pouvoirs souhaités en ce qui concerne la gestion de la ressource en eau, les grandes infrastructures portuaires et aéroportuaires, le financement du logement. La dichotomie Région-Métropole qui existe dans certains pays diminue encore les marges de manœuvre pour conquérir ces pouvoirs. Mais nul doute que l'on va assister à une montée des revendications dans ces domaines. Ce néo-localisme là, celui des grandes métropoles mondiales, est tout à fait compatible avec le libre-échange et la globalisation financière. C'est ainsi que plusieurs fondations de multinationales aident les principaux réseaux de villes où coexistent des élus de droite et de gauche pour

¹ « Breaking gridlocks or forging (new)lock-ins » in revue « International Affairs » 2016

lesquels il y a consensus sur les problèmes à résoudre, même si les solutions appliquées ne sont pas toujours les mêmes.

A l'opposé toutefois, des mouvements localistes contestataires se sont aussi développés. Dans un certain nombre de cas, on a même pu parler de « villes rebelles », qu'il s'agisse du réseau des villes anti-TAFTA, des « villes transgressives », des villes américaines anti-Trump, ou des villes espagnoles dirigées par des coalitions de gauche.

Deux types de « néo-localisme » vont sans doute coexister dans les années qui viennent : celui piloté par les grandes métropoles qui veulent peser sur la marche du monde et celui des villes et territoires qui cherchent des modes de développement alternatifs en rupture avec la mondialisation néo-libérale. Il est intéressant de noter que certaines métropoles appartiennent aux deux types de réseaux : c'est par exemple le cas de Mexico avec « les villes transgressives » et le C40. Il importe de suivre de près ces divers mouvements et d'observer quelles tendances s'affirment et quelles alliances se nouent avec d'autres organisations comme le monde économique, des mouvements sociaux et des universités.

Comme beaucoup de chercheurs l'ont montré (voir en particulier les travaux de David Harvey « *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine* », Éditions Buchet/Chastel, 2015, ou « *Le capitalisme contre le droit à la ville : Néolibéralisme, urbanisation, résistances* », Amsterdam, 2011), il s'agit bien d'une question politique globale liée aux évolutions des mouvements de redéploiement du capital, aux transformations des modes de production et aux volontés des grandes entreprises mondiales de contrôler la transition écologique ainsi que la révolution digitale et ses immenses marchés urbains gentiment rebaptisés sous le nom de « smart cities ». Cette question politique s'est cristallisée avec l'accélération des phénomènes de métropolisation et les bricolages institutionnels qui l'accompagnent dans de nombreux pays : le local et le global cherchent à se combiner plutôt qu'à s'opposer ; le besoin de proximité doit être satisfait en même temps que celui de l'ouverture au monde.²

Ce sont ces mouvements et leurs évolutions, dans des contextes géopolitiques très divers, qui forgeront les évolutions du développement urbain dans les prochaines années, davantage sans doute que le Nouvel Agenda Urbain de Quito.

Robert Spizzichino, ingénieur-urbaniste, secrétaire général du laboratoire d'idées « La ville en commun », membre du Comité de Développement de la Métropole du Grand Paris, membre du Comité de pilotage du Partenariat Français pour les Villes et Territoires-PFVT-

² Notons que le Plan Urbanisme Construction et Architecture a lancé avec l'appui du LATTS un séminaire de recherche sur ces problématiques : « *Internationalising cities, urban fabric and urban policies in a globalising world* »

Deux doctrines politiques sur le devant de la scène : Localisme et territorialisme

Le « localisme » est une doctrine apparue au début du XX^{ème} siècle pour moderniser les relations entre l'état, les citoyens et les services publics et sociaux ; elle consiste à privilégier ce qui est local sans toutefois se fixer de limites frontalières, afin de favoriser la démocratie participative, la cohésion sociale et l'économie de proximité, donc l'emploi local et la préservation de l'environnement via une moindre empreinte écologique liée au transport de personnes et de marchandises. Même si, historiquement, le socialisme municipal s'est réclamé du localisme et si les travaillistes anglais en ont été les promoteurs, le localisme ne s'inscrit pas dans les visions politiques traditionnelles. Pour autant, des auteurs, comme notamment Serge Latouche (Vivre localement), ont proposé d'en faire un système de société nouvelle et de réorienter la vie humaine avec une gestion économique, sociale et politique de proximité. C'est toute la vie qui doit être reterritorisée, notamment les relations interpersonnelles. Plus récemment encore, **le « convivialisme »** préconisé par des intellectuels (Edgar Morin, Hervé Kempf, Serge Latouche, Thomas Coutrot,...) dans un manifeste présente des liens de parenté étroits avec le localisme.

Le mouvement territorialiste est né en Italie sous l'impulsion de l'architecte-urbaniste Alberto Magnaghi et trouve son prolongement en France. Le manifeste territorialiste est une alternative critique et propositionnelle à la vision héritée de la pensée productiviste de l'aménagement du territoire. Il revendique le territoire comme le « lieu » (de vie, de ressources, de culture, etc.) et entend repenser (repanser) la relation que nouent les sociétés humaines, entre elles et à l'environnement. Les territoires doivent pour cela permettre une réappropriation des milieux dans lesquels les acteurs vivent, par un objectif d'auto-développement soutenable. Le territoire est alors géré à la fois comme un bien commun (ni public, ni privatisé) et comme un monde commun où s'expérimentent de nouvelles pratiques socio-écologiques, économiques et politiques, et ce autour d'une dynamique unissant les communautés humaines et leurs écosystèmes selon un principe d'autogestion responsable. Ce qui conduit notamment à lutter contre la croissance continue des métropoles, facteurs de déterritorialisation, et à préconiser la constitution de « bio-régions », espaces d'une globalisation par le bas.

Les deux doctrines sont également proches du **mouvement des villes en transition** et de **la théorie de la décroissance**.